

L'ouvrage de J. Des Forts s'adresse à tout être humain doué de conscience et de raison. Il pose des questions essentielles touchant à l'éthique, au respect de la vie humaine, au respect des droits naturels des femmes. Les femmes sont les fondements de toute société, sans elles la vie ne peut continuer d'abord parce que c'est elles qui donnent la vie, ensuite c'est elles qui élèvent, éduquent, soutiennent petits et grands. Et paradoxalement, c'est elles qui sont les plus maltraitées du fait même qu'elles soient femmes. Mais être femme du Tiers-Monde lui ajoute une tare supplémentaire qui fait qu'elle sera utilisée pour des expériences honteuses menées par des puissances occidentales (laboratoires pharmaceutiques, etc.)

J. Des Forts a été sage-femme au Maroc puis en Algérie où elle arrive en 1963. Elle décide de faire ses études de médecine et de rester définitivement en Algérie qu'elle ne quittera plus depuis cette date, 1963. Sa participation à des colloques et congrès internationaux élargira ses connaissances sur les conditions de vie des femmes des autres pays du Tiers-Monde. Témoin d'un demi siècle de l'évolution obstétricale, l'auteur consacre, justement, la première partie de son ouvrage aux « violences obstétricales » : même si les connaissances dans ce domaine ont fait des pas de géants, leurs bienfaits ne profitent nullement à toutes les femmes du monde et encore moins aux femmes du Tiers-monde qui continuent jusqu'à aujourd'hui à mourir des suites de la grossesse ou de l'accouchement : 500.000 à 600.000 femmes meurent encore chaque année de complications obstétricales, faute de soins !

L'auteur aborde les souffrances que subissent ces femmes, les accouchements à la maison sans même la présence de la sage-femme. Elle dénonce la mauvaise qualité des soins dans les maternités et hôpitaux due à la vétusté de ces structures

Tiers-monde : ces «pondeuses» qu'on ne saurait voir

Badra Moutassem-Mimouni

Violence et corps des femmes du Tiers-Monde : le droit de vivre pour celle qui donnent la vie

par Jacqueline Des Forts

L'Harmattan 2002 (Rééditée par ANEP, Alger 2003), 286 pages, 450 Dinars Algériens, 2-7475-1732-2

et du manque de moyens matériels et humains. Ce qui est dramatique c'est selon l'auteur la situation, après une amélioration durant les années soixante-dix et quatre-vingts, empire puisque le taux de mortalité maternelle est en train de s'aggraver en Afrique et partout dans le Tiers-Monde, en partie à cause de la dégradation des économies de ces pays mais également à cause des programmes d'ajustements structurels imposés par la Banque mondiale et le FMI (à titre d'exemple, « Au Nicaragua, en 1989 l'État dépensait 35 dollars par habitant pour la santé ; ce chiffre est tombé à 14 dollars en 1995 » (p.74. édition 2002).

La deuxième partie est consacrée aux violences démographiques : à partir des années soixante, commence l'ère de la contraception médicale avec la pilule et le stérilet. L'auteur présente les politiques démographiques coercitives de certains pays qui vont avoir des effets presque contraires sur la limitation des naissances, alors que les pays qui se sont contentés d'informer et surtout de scolariser les filles, comme l'a fait l'Algérie, ont eu des résultats bien plus significatifs.

La démographie « galopante » des pays du Sud faisait très peur aux pays occidentaux qui sous prétexte d'aide, ont fourni des programmes de « maîtrise de la

croissance démographique » qui vont de la contraception chirurgicale « volontaire » (contre la volonté des femmes et à leur insu –p.114) à l'expérimentation sauvage de produits rejetés par et pour les femmes occidentales telles que le Dépo-Provéra ou AMR (qui sera injecté à des femmes en leur faisant croire qu'on les vaccinait, p.116) et le Norplant, un implant sous-cutané qui a l'avantage, en plus de sa durée d'action de cinq ans, de ne pouvoir être retiré par la femme elle-même.

Les femmes du Tiers-Monde ont servi de cobayes pour des expérimentations eugénistes de produits dangereux pour leur santé physique, leur fertilité. L'auteur parle également de génocide des femmes tibétaines (p.130) qui au nom de la limitation des naissances, des bébés sont assassinés juste avant leur naissance ou à des âges de gestation avancés.

La grande question qui se pose à la fin de cette partie concerne le vieillissement des populations et les dangers de voir « mourir certains pays ! »

Les violences sexuelles font l'objet du troisième et quatrième chapitre où l'auteur dénonce avec force l'aviissement des femmes : du viol à la prostitution (qui n'est pas le plus vieux métier du monde ! clame l'auteur), la traite des blanches (les femmes de l'Europe de l'Est par exemple, les

prisonnières des bordels, les esclaves du trottoir, etc.), les mutilations génitales au « viol légalisé » de la nuit de noce et le culte de la virginité ; rien n'échappe à la colère de J. Des Forts qui montre les perversions des conceptions et formulations politiquement correctes. Le corps de la femme doit être respecté ! Il faut briser le mur du silence, d'abord le silence des victimes ainsi que celui des médias et de la société civile !

La cinquième partie pose des problèmes graves : après avoir pillé les matières premières du Tiers-Monde, après avoir avili, instrumentalisé le corps des femmes, l'Occident trouve de nouveaux moyens coercitifs tels que les programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque Mondiale et le FMI qui imposent aux pays endettés de faire « des économies » sur les secteurs « non productifs » tels que la santé (« c'est-à-dire la protection de la vie humaine ») et l'école (« la promotion de cette même vie humaine »), ce qui va faire régresser les pays en développement qui, jusque-là, avaient fait des efforts louables pour améliorer la santé et la scolarité des deux sexes et en particulier celle des filles.

En se basant sur une expérience, sur un savoir, sur une documentation rigoureuse, l'auteur pose les grands problèmes d'abord d'éthique et de bioéthique. Il s'agit d'un cri de colère et un appel aux consciences des scientifiques, ainsi que de tout être humain, à réagir à ne pas se laisser bernier par les discours enrobés, le paternalisme et le pseudo-humanisme qui cachent des intentions eugéniques et parfois même génocidaires. Ce n'est pas que l'occident qui est mis en cause, mais aussi les gouvernements qui manquent de discernement, et les femmes du monde entier qui se taisent et se laissent manipuler, maltraiter. ...



En collaboration avec la « World Links for Development Program » de la Banque Mondiale, le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) a lancé, dès 1997, un programme appelé « Acacia » pour faciliter l'action - recherche dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Au terme de cinq années d'expérimentation, un cadre d'évaluation a été mis en place afin de tirer le maximum d'informations relatives aux travaux menés au Sénégal, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Ouganda, en Angola, en Zambie, au Lesotho, en Namibie et au Zimbabwe.

Fruit d'un travail collectif, l'étude menée sous la direction de Tina James ouvre la voie à des recherches nouvelles dans ce domaine. Pour les auteurs de l'ouvrage, la dissémination des leçons tirées de cette expérience est importante. Elles méritent qu'on s'y attarde. S'il n'apporte pas de solution idoine aux problèmes que rencontre l'Afrique dans son développement, l'ouvrage met toutefois en exergue les questions essentielles qui restent à maîtriser, et les besoins criards en ressources et technologies de l'information et de la communication.

Les auteurs montrent bien que l'accès à la culture, à l'information et à la communication n'est guère une entreprise simple, exempte de problèmes, la nature de cet accès étant étroitement liée à l'appropriation des nouvelles techniques ; mais, selon eux, l'évolution des matériels, la multiplication des logiciels, l'abaissement de leur coût et

Afrique : le virage technologique

Mohamed Bensalah

Technologie de l'information et de la communication pour le développement en Afrique, Volume 3, La mise en réseau d'institutions d'apprentissage – SchoolNet

Coordonné par Tina James

CODESRIA-CRDI, 2005, Edition : septembre 2004, 294 pages,

£ 14.00 \$20.00, ISBN : 2-86978-117-2,

la mise en réseaux augmenteront et diversifieront, sans aucun doute, les utilisations. La connectivité des établissements scolaires et leur mise en réseaux constituent, en Afrique, une grande avancée car le continent ne dispose ni de compétences avérées suffisantes, ni de matériel adéquat, contrairement aux pays industrialisés.

Ainsi, en dépit des discours tenus ici et là, la première assertion que rappellent les auteurs de l'ouvrage est que les TIC sont incontournables dans cette nouvelle société de l'information, qui s'impose à la planète toute entière. En mettant en lumière les questions essentielles qui restent à maîtriser, les auteurs pensent que les questionnements ne peuvent aboutir à des éclaircissements que si l'enseignement et la formation se donnent pour mission de transmettre un savoir et un savoir-faire accompagnés d'une réflexion sur la pratique. Pour T. James, un système d'enseignement bien conçu ne peut et ne doit éluder ces considérations au

risque d'accroître le décalage, voire la fracture, entre l'évolution technologique et les mutations psychosociales qu'elle engendre.

Faire face aux exigences du monde contemporain, tel semble être le maître-mot de cette initiative-pilote, résumée à travers cet ouvrage consacré à la mise en réseau d'institutions d'apprentissage, le troisième d'une trilogie¹ consacrée au développement technologique en Afrique. Les auteurs se penchent, à travers les trois premiers chapitres², sur les effets des mutations technologiques en tentant d'en appréhender les différents aspects. Tout en soulignant l'importance d'une grande maîtrise des techniques, les auteurs des cinq autres chapitres de l'ouvrage³, s'attachent à mettre en exergue les lignes force de ce « séisme » technologique dont les ondes de choc semblent annonciatrices de réformes fondamentales.

L'étude des SchoolNet (nées au Canada et en Europe au début des années 80), « africanisées » et fonctionnant sur une base communautaire, constitue un moyen de

transformation radicale de l'enseignement et de l'apprentissage. L'expérience, pilotée par des promoteurs africains, sous l'égide du CRDI et du CODESRIA, a pris racine en Afrique au début des années 90 pour ensuite essaimer sur l'ensemble du continent africain.

Qu'en est-il, quinze années plus tard ? Les différents succès, obtenus selon les promoteurs de l'initiative, incitent à l'optimisme, même s'il est prématuré de parler d'une plus-value éducative, l'enseignement et l'éducation, étant à leurs yeux, les réponses pertinentes et incontournables pour faire face au développement. Dans leur esprit, la révolution éducative au niveau des établissements scolaires est en marche, et les limites du possible reculent chaque jour davantage, même si les difficultés rencontrées pour intégrer les TIC et susciter une prise de conscience auprès des décideurs, demeurent.

Notes

1. Vol. 1 : « Potentialités et défis pour le développement communautaire », sous la direction de Ramata Molo Thioune. Vol 2 : « L'expérience des télé-centres communautaires », sous la direction de Florence Etta et Shiela Parvyn-Wamahiu.
2. Signés par Shafika Isaacs, Irène Broekman, Thomas Mogale, Tina James et Malusi Cele)
3. Au Mozambique Ephraïm Siluma, Daniel Browde et Nicky Roberts, au Sénégal, Ramata Molo AwThioune et El hadj Habib Camara, en Afrique du Sud, Edward Holcroft et en Ouganda, Anne Ruhweza, Grace Baguma et Florence Etta.

